

SOUS-PREFECTURE D'APT

ENVIRONNEMENT
F.B

ARRETE

N° 103 du 30 décembre 2008

Portant mise en demeure à l'encontre de
la société LAVAGNE SARL à APT

LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR

- VU le code de l'environnement ;
- VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- VU le décret n° 83-1025 du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 53 du 15 mai 2006 autorisant la société LAVAGNE SARL à exploiter un établissement de récupération de ferraille sur le territoire de la commune de Apt
- VU le rapport de l'inspecteur des installations classées n° D/GS84/200804477 en date du 1^{er} décembre 2008 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° SI 2008-10-03-0050-PREF du 3 octobre 2008, portant délégation de signature à M. Jean-Charles GERAY, Sous-Préfet d'APT ;

CONSIDÉRANT que la LAVAGNE SARL est autorisée, par arrêté préfectoral n° 53 du 15 mai 2006, à exploiter un établissement de récupération de ferraille sur le territoire de la commune de Apt ;

CONSIDÉRANT qu'une visite d'inspection du 1^{er} décembre 2008 a mis en évidence le fait que déchets (ferrailles, métaux divers, guirlandes électriques, etc..) étaient encore présents sur les terrains non compris dans le périmètre d'exploitation du site industriel ;

CONSIDÉRANT que la durée estimée pour finaliser les travaux de nettoyage du site industriel est de quatre mois ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de mettre fin à cette situation en tenant compte des contraintes techniques pour l'évacuation des déchets ;

SUR proposition de Monsieur le Sous-Préfet d' APT ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

Le troisième tiret de l'article 1er de l'arrêté préfectoral n° 53 du 04 juin 2008 portant mise en demeure, demandant de disposer, d'aménager et d'exploiter le site industriel conformément aux plans contenus dans le dossier de modification des installations (réf affaire : 05 94 – version 4 – octobre 2005) est remplacé par les dispositions prévues aux articles suivants.

ARTICLE 2 :

La société LAVAGNE SARL est mise en demeure de régulariser la situation administrative de son établissement exploité sur le territoire de la commune de Apt, et notamment avant le **31 mars 2009**, de disposer, d'aménager et d'exploiter le site industriel conformément aux plans contenus dans le dossier de modification des installations (réf affaire : 05 94 – version 4 – octobre 2005), notamment en ce qui concerne les stockages de ferrailles présents sur l'aire prévue pour le parking des véhicules et le stockage des bennes et les stockages réalisés en dehors des limites d'exploitation (stockage à proximité de l'habitation).

ARTICLE 3 :

La société LAVAGNE SARL doit fournir à l'inspection des installations classées, à la fin de chaque mois de janvier et février, un rapport justifiant de l'avancement des travaux accompagné des éléments justifiant du respect des dispositions du présent arrêté (photographies, descriptifs, etc...).

ARTICLE 4 :

Faute pour la société LAVAGNE SARL, de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des poursuites pénales encourues, des sanctions prévues par l'article L. 514.1 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 5 :

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Nîmes dans les conditions prévues à l'article L 514-6 du Code de l' Environnement. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 6 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de Vaucluse, le Sous-Préfet d'APT, le Maire d' APT, l'Inspecteur des installations classées, le Directeur Régional de l' Industrie de la Recherche et de l' Environnement, le Directeur Départemental de l'Equipeement, la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur Départemental des Services d' Incendie de Secours, le Capitaine commandant la Compagnie de gendarmerie d'APT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera notifiée à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception.

APT, le 30 décembre 2008

Copie certifiée conforme
Le Secrétaire Général


Guy QUENNESSON



Pour le Préfet,
Le Sous-Préfet,


Jean-Charles GERAY